

Redevance SSR: 200 francs, c'est assez!

OPINION

Le 8 novembre dernier, le conseiller fédéral Albert Rösti a présenté sa vision pour contrer notre initiative populaire. Portée par plusieurs partis, celle-ci veut réduire la redevance de radio-télévision – ou pour être plus précis l'impôt – Serafe, de 335 francs par ménage actuellement, à 200 francs par an. Le texte veut aussi exonérer totalement les entreprises.

Les premiers sondages sur notre initiative sont encourageants, avec plus de 60% d'avis favorables. Nous sommes convaincus qu'elle trouvera une majorité dans les urnes. Pour contrer notre texte, le conseiller fédéral Albert Rösti, chargé des médias, a présenté sa vision pour contrer la nôtre. Lui plaide pour une diminution de la redevance par voie d'ordonnance, et d'ampleur plus modeste, pour ne pas dire cosmétique: elle passerait de 335 à 300 francs d'ici à 2029. Il souhaite certes exonérer nettement plus d'entreprises qu'aujourd'hui – mais pas toutes. Manque à gagner selon les calculs de la Confédération: 160 millions de moins pour les ménages, 10 millions pour les entreprises.

Ces chiffres sont pourtant déjà contestés. Sur la base des chiffres de l'Office fédéral de la statistique, CH-Medien a démontré qu'une baisse à 300 francs pour les ménages n'aurait guère de conséquences pour la SSR grâce à la croissance du nombre de ménages. Concrètement, il faut partir du principe que la perte ne serait que de 85 millions de francs.

Pourquoi le Conseil fédéral dramatise-t-il en négligeant le paramètre démographique? Certes le doute profite à l'accusé, mais on ne peut pas exclure que peindre le diable sur la muraille arrange son narratif. En réalité il ne veut baisser la redevance que de manière minimale, qui plus est par voie d'ordonnance.

Il fait fausse route! Le parlement doit impérativement avoir son mot à dire sur le mandat de prestations de la SSR et la baisse de la redevance. Une chose est cer-



MATTHIAS MÜLLER
MEMBRE DU COMITÉ D'INITIATIVE
ET PRÉSIDENT DES JEUNES
LIBÉRAUX-RADICAUX SUISSE

«Les Feux de l'amour» ou d'autres séries en ciment de la nation? On croit rêver

taine: le comité d'initiative ne tombera pas dans le piège d'une simple promesse de baisse d'une trentaine de francs.

Nous voulons une réduction modérée de la redevance, de 335 francs à 200 par an. Selon nos calculs, en cas de oui, les recettes de la redevance s'élevaient encore à 700 millions, contre 1,2 milliard de francs aujourd'hui, sans compter des sources de revenus comme la publicité, avec environ 200 millions supplémentaires. La SSR continuerait donc à disposer d'au moins 900 millions par an, l'augmentation du nombre de foyers permettant rapidement d'atteindre le milliard.

C'est amplement suffisant pour un petit pays comme la Suisse! Je suis heureux de constater que notre analyse est partagée par beaucoup d'habitants du pays, notamment au Tessin. Alors que la SSR y est tout de même l'un des plus gros employeurs, nous avons récolté 30 000 signatures pour l'initiative, soit environ un Tessinois sur dix.

Notre initiative entend soulager l'économie et les jeunes. Les entreprises paient près de 200 millions de francs par an

pour la SSR, alors que les entrepreneurs paient déjà la redevance à titre privé. Cette double imposition injuste doit être supprimée. Nous ne comprenons pas non plus pourquoi les jeunes, qui ne consomment pratiquement pas les offres de la SSR, doivent payer 335 francs par an. C'est injuste.

Que fait la SSR pendant ce temps? Elle est alarmée. Pour son directeur général, notre initiative serait «une attaque contre la Suisse et sa diversité». La SSR serait la garante de la «cohésion du pays» et s'engagerait quotidiennement pour la «solidarité nationale».

Cette appréciation des choses n'a d'égale que sa prétention. Prétendre que la SSR est le ciment de notre pays est présomptueux. Il suffit de regarder la grille de diffusion de la RTS pour s'en rendre compte. *Les Feux de l'amour* ou d'autres séries en ciment de la nation? On croit rêver. Il existe certainement un gros potentiel d'économies au niveau des structures. Les organigrammes ont souvent des airs d'armée mexicaine, et les salaires des hauts cadres offrent un réel potentiel d'économies.

Certes, la SSR produit de bonnes émissions d'information et apporte sa contribution à la démocratie. Mais elle n'est de loin pas le seul acteur à fournir des informations fiables et à proposer des analyses. Des médias privés en apportent la preuve chaque jour. Et ceux-ci sont quotidiennement concurrencés par la SSR, notamment sur les réseaux sociaux. Il est pratiquement impossible de lui échapper avec plus de 100 canaux, qui inondent les réseaux. Avec l'argent de la redevance, elle s'immisce dans des domaines où elle n'a rien à faire et rend inutilement la vie difficile aux médias privés, qui doivent gagner leur vie sur un marché très concurrentiel. Cela frise la concurrence déloyale!

Au vu de ces éléments: qui peut encore prétendre que 200 francs de redevance ne seraient pas une somme suffisante? ■

En France, la récupération avant les faits

RÉSIDENT DE
LA RÉPUBLIQUE

PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

Les politiciens français n'ont pas attendu de savoir de quoi ils parlaient pour tourner comme des vautours autour du décès dramatique d'un adolescent de 16 ans à Crépol, dans la Drôme. Le jeune Thomas a succombé à des coups de couteau reçus samedi soir lors d'une fête de village en rase campagne entre Lyon et Valence. Une bagarre y avait été déclenchée par des jeunes venus d'ailleurs. Lundi, la presse insistait sur le seul détail permettant de se faire une idée de leur profil selon les témoins: ils portaient «des survêtements».

Il n'en fallait pas plus pour que la machine à récupération soit lancée, sur les chapeaux de roues, sans aucune appréhension de faux départ. Comme si, désormais, dans la politique française, ce qui compte le plus n'est pas de défendre une certaine analyse des faits mais d'être le premier à marteler son clou habituel, quels que soient ces faits au bout du compte.

Dès lundi, Marine Le Pen a parlé de «razzia» alors que le président de son Rassemblement national, Jordan Bardella, dénonçait la «sauvagerie» de ces «criminels de cité». La finaliste de l'élection présidentielle est allée jusqu'à affirmer au média de la droite dure *Valeurs actuelles* que la France avait assisté à «une attaque organisée, émanant d'un certain nombre de banlieues criminelles dans lesquelles se trouvent des milices armées».

Pour ce qui est de la droite traditionnelle, le président des républicains, Eric Ciotti, a pointé la «barbarie» de ces «racailles». Quant au Ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, issu de ce même parti mais désormais incarnation de l'aile droite du macronisme, il y a vu une nouvelle illustration de son concept polémique d'«ensauvagement» de la société qui pourrait parfois s'expliquer par «l'immigration» selon lui.

Mais le sommet de la récupération aveugle a été atteint par Eric Zemmour et ses fidèles, très actifs sur les réseaux sociaux, et qui n'ont pris absolument aucune précaution dans ce qui ressemble à un tapis de bombes nauséabondes. Dès l'aube du lundi 20 novembre, l'ancien candidat affirmait qu'il s'agissait de «racailles» venues «pour tuer des jeunes Français», sous-entendant que les auteurs des faits ne pouvaient pas être Français eux-mêmes alors qu'on n'en savait absolument rien à cette heure. Il faut dire qu'aux yeux des zemmouristes la nationalité n'est pas définie par le passeport, mais par un drôle de mélange d'ethnie et d'origine du prénom. Voire par la couleur de peau, comme l'ont montré de nombreuses polémiques sur les joueurs de l'équipe de France de football.

En ce qui concerne Crépol, la polémique ne fait que commencer. Une Marche blanche est prévue ce mercredi à Romans-sur-Isère, la petite ville où se trouve le lycée du jeune Thomas. Un hommage qui «se veut politique par respect pour la famille» selon le club de rugby de l'adolescent. Mais des appels similaires n'ont pas du tout arrêté l'extrême droite dans d'autres affaires et il y a fort à parier que cette histoire sera exploitée pendant de longues semaines encore. Car le discours d'Eric Zemmour sur le «francocide de Crépol» a été largement porté par l'activisme de toute sa sphère d'influence sur internet. Les militants se sont levés comme un seul homme derrière ses concepts de «guerre de civilisation», de «racisme anti-Blancs» et de «djihad du quotidien» que subiraient les Français.

Les équipes étaient rodées. Car nous n'en sommes pas à la première illustration de cette tendance de plus en plus fréquente à récupérer des faits d'actualité avant même de savoir ce qu'il s'est réellement passé. Particulièrement quand il s'agit des origines des coupables. Une habitude qui, au-delà de jouer sur les instincts racistes d'une partie de l'électorat, menace la crédibilité de tous les politiques. Dans ce genre d'emballement, ceux qui ne font même plus semblant de baser leur analyse sur le réel diffusent aussi le poncif selon lequel faire campagne, c'est se contenter de défendre une ligne théorique, un produit politique à vendre coûte que coûte. A l'extrême droite, ce sera la dénonciation d'une violence issue de l'immigration, à la gauche de la gauche, ce sera celle des violences policières. ■

SUR NOTRE SITE

Il n'y a qu'une voie à suivre à Gaza

L'histoire du Proche-Orient est riche d'échecs et de désillusions; l'urgence aujourd'hui est de galvaniser les forces modérées des deux côtés – et de le faire rapidement, avant que davantage de personnes ne succombent au fatalisme ou au désespoir, les extrémistes des deux camps gagnant du terrain, écrit **Carl Bildt**, l'ancien premier ministre suédois, qui fut aussi ministre des Affaires étrangères. Une seule solution pour lui: deux Etats. A lire sur

[www.letemps.ch/
opinions](http://www.letemps.ch/opinions)

Poutine, l'Empire et l'Occident

OPINION

Le XXe siècle s'est achevé sur un imperturbable élan d'optimisme que la fin du communisme et la chute du mur de Berlin avaient précipitamment préparé.

Au constat d'un monde désengorgé des grandes algarades idéologiques, les attentats de 2001, les très récents et non moins sanglants affrontements au Moyen-Orient, comme l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous ont sitôt rappelé que l'humanité n'était plus une mais contrariée d'imposantes séparations que ni le commerce ni les hautes instances internationales n'ont le pouvoir d'abolir. La vaste parenthèse du XXe siècle avait semblé se clôturer et avec elle l'idée que la puissance des Empires avait pris fin.

Singulier désaveu: à la mort des idéologies succédait non une aspiration universelle mais le choc des civilisations. L'Occident avait-il seulement oublié que l'Etat pouvait être le plus froid de tous les monstres froids? A l'Est, l'Empire n'est pas mort et le rôle que lui fait jouer Poutine s'oppose à la vision hégélienne d'une Histoire tournée vers toujours plus de liberté. Poutine table sur la continuité d'un Empire contraignant et qui dénonce l'obsolescence démocratique occidentale, coupable à ses yeux de s'être pervertie dans une inquisiteur et corruptrice diversité de modes de vie. Il ne saurait être de nation émergente puisque l'Empire est indépassable.

Si Hegel confrontait la question du mal et de son contraire à la totalité des points de vue tels qu'ils se sont déployés dans l'Histoire, alors la vérité n'est autre que la recombinaison successive de toutes les contradictions, fussent-elles esthétiques, politiques ou morales, qui s'enchaînent selon le principe dit de «raison suffisante». L'Histoire n'est autre que le déve-



ROMAIN CUTTAT
ASSISTANT-DOCTORANT, DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
DU DROIT ET DES DOCTRINES JURIDIQUES ET
POLITIQUES, UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Pour Poutine, l'Histoire n'est pas progrès permanent, elle est continuité impériale

veloppement de la raison dans le temps, mais avec la vision impériale de Poutine, ce n'est plus la raison qui parle dans l'Histoire, c'est l'Histoire qui s'achemine sur la voie d'un récit unique. Pour Hegel, la vérité et a contrario l'erreur – à mesure que l'on adopte une vision globale – se révèlent comme autant de moments particuliers dans l'Histoire. Et l'enchaînement des époques adopte, à suivre Hegel, pareil schéma théorique.

Nul scandale, dirait Hegel, à voir l'identité initiale d'une nation évoluer, et donc à créditer l'Ukraine d'une condition d'indépendance puisque c'est le déploiement des contradictions qui rend raison des avancées historiques; or si chaque progrès peut réfuter le précédent, l'Histoire, selon Hegel, ne conditionne pas le politique à une invariable direction

mais assure son expression dans des formes possiblement variées. Si Poutine conserve à tout le moins la perception d'une philosophie de l'Histoire, son propre, ce n'est pas tant que l'Histoire est immuable, c'est que son historicité est irréversible; la Russie procède de la fabrique de Lénine et l'Ukraine est son incontournable complément.

Si Marx avait remarqué que le capitalisme succomberait de ses contradictions, il voulait signifier que l'Histoire est elle-même dictée par un processus inexorable censé aboutir à une société sans exploitation, un peu comme Hegel disait que la décadence de l'Empire romain avait assuré l'acmé des anciennes philosophies grecques. Mais Poutine n'est pas Marx et l'idéalisme historique du second, c'est-à-dire l'idée que la raison éclaire l'Histoire et mène à l'avènement d'un plus grand bien, ne conditionne nullement la politique du premier, parce que, pour Poutine, l'Histoire n'est pas progrès permanent, elle est continuité impériale. Là où Poutine voit autant d'antinomies politiques dans tout ce qui ne serait pas lui, Hegel explique que l'avènement d'un système politique nouveau n'est qu'un instant supérieur dans l'Histoire.

Les Occidentaux ont appris que le politique pouvait rencontrer toutes les pluralités existentielles, et voilà ce que Poutine ne peut nous pardonner; d'avoir fait du pluralisme la preuve d'un imparable optimisme. L'intarissable querelle au Moyen-Orient atteste désormais que la politique doit faire le deuil de l'innocence, car l'Histoire n'a jamais été si rugissante depuis qu'on l'a officialisée close et ce début de XXIe siècle nous rappelle brutalement que le tragique n'est définitivement pas sorti de l'Histoire. ■